

En France, on promeut l'arabe. En Algérie, les Arabes veulent exclure le tamazight et le français...

écrit par François des Groux | 15 octobre 2020



Pendant qu'en France Gérald Darmanin souhaite [renforcer l'apprentissage de l'arabe](#) pour promouvoir « *la laïcité et les valeurs républicaines* », en Algérie, les Arabes souhaitent exclure le tamazight et évincer définitivement le français, « porteur de laïcité ».

Ainsi, pour le référendum sur la constitution prévu le 1er novembre, les partis islamistes et conservateurs sont vent debout contre la langue des Berbères (et celle des Français).

Pour résumer le tout d'une façon un peu provocatrice, les colons arabo-musulmans (du VIIe siècle à aujourd'hui)

rejettent la langue du colonisé (les [Berbères](#) sont présents en Afrique du Nord depuis des milliers d'années) et celle de l'ancien colonisateur (1830-1962) tout en accusant ce dernier de « complot » anti-algérien.

Mais ne serait-ce pas un peu discriminant et xénophobe de la part des arabophones algériens ? Car, précise El Watan – et cela pourrait faire réfléchir la gauche arabo-islamophile française – « *L'idéologie islamiste s'oppose globalement toujours à la diversité identitaire et culturelle* »...

Comme l'indiquait un commentateur du Point, il n'y a plus de Français ni de juifs en Algérie, alors il faut que les arabo-musulmans s'en prennent à ceux qui restent...

En tous cas, cet article du Point nous donne l'impression que la guerre d'Algérie, pour les politicards algériens, n'est toujours pas terminée et on apprend – tenez-vous bien – qu'il y aurait du *racisme* (anti-berbère et anti-français) en Algérie ! Ça alors !

Bataille législative en perspective : islamistes et conservateurs s'attaquent aux amendements de la Constitution concernant notamment le tamazight.

[...] Le Mouvement de la société de la paix (MSP, tendance Frères musulmans) a appelé ses troupes à voter contre le projet de révision constitutionnelle.

Fin septembre, son président, Abderrazak Makri, a **critiqué l'inscription de la langue amazighe comme principe intangible**, [il a] même appelé à ne reconnaître le tamazight, langue nationale et officielle depuis 2018, que dans « son cadre arabo-islamique », une manière de réclamer une transcription en arabe de cette langue alors que le débat sur cette question n'est pas encore tranché en Algérie.

Les islamistes et les conservateurs algériens refusent la

transcription en caractères latin ou berbère du tamazight.

Une autre aile de la mouvance islamiste, le Front de la justice et du développement (FJD, ou El Adala), a elle aussi appelé à rejeter le projet de réforme constitutionnelle « mettant en avant notamment le danger que fait encourir la reconnaissance d'une autre langue à l'unité nationale ».

Le président d'El Adala, Abdallah Djaballah, a même prétendu qu'aucun pays au monde n'a deux langues officielles !

« La même contre-vérité avait été opposée par l'ancien président [Abdelaziz Bouteflika](#), dans un discours prononcé à Constantine en 2005, à ceux qui réclamaient le statut de langue officielle pour le tamazight qui venait d'être promu deux ans plus tôt langue nationale », rappelle le site d'information TSA.

Haro sur le « courant laïque »

« Djaballah a considéré que la constitutionnalisation du tamazight est une manœuvre pour « casser la langue arabe » et rendre service à la langue française », selon des médias locaux.

Un autre parti islamiste, El Binaa, a lui aussi fustigé l'article 4 consacré à la langue amazigh, son président, Abdelkader Bengrina, déclarant qu'« il n'y aura pas de deuxième langue en Algérie pour les raisons objectives et constitutionnelles [...]. L'Algérie et la nation algérienne sont unes et unies avec son histoire, son destin, ses frontières, son drapeau, sa religion et sa langue, la langue du Coran »...

« Cette Constitution ne sert en vérité que le courant laïque éradicateur qui adopte la laïcité dans son acceptation française qui est pire que l'anglo-saxonne », fulmine-t-il lors d'une conférence début octobre à Skikda dans l'est du pays...

De son côté, la très conservatrice Association des oulémas algériens qualifie, quant à elle, des articles du projet de révision constitutionnelle de « bombes à retardement menaçant l'identité

nationale et la place de l'islam », qui « n'a pas été considéré comme une source de législation »...

« L'Association des oulémas évoque également *l'ambiguïté* de l'article relatif à *la liberté de culte* ou encore *la neutralité des institutions éducatives par rapport aux influences idéologiques* qui, d'après la même source, *va éloigner l'école de son identité* », précise le quotidien *El Watan*.

« L'idéologie islamiste s'oppose globalement toujours à la diversité identitaire et culturelle », conclut *El Watan*...

Un discours de la haine débridé

[...] « La différence aujourd'hui est certainement liée à l'apparition d'un certain discours raciste, prôné principalement par les partisans de ce qui est communément appelé la *badissia novembria*, qui espérait un retour en arrière par rapport à la question identitaire.

Un discours décomplexé par l'attitude des autorités par rapport aux porteurs du drapeau amazigh lors des manifestations du hirak, mais aussi par l'inaction de la justice vis-à-vis de certaines personnalités connues qui n'ont cessé de développer des thèses racistes », analyse *El Watan*...

https://www.lepoint.fr/afrique/algerie-quand-la-reforme-de-la-constitution-reveille-les-polemiques-identitaires-15-10-2020-2396592_3826.php

.



En Algérie, on peut incarcérer les porteurs du drapeau amazight (Source : [_Tamurt](#))